

Financement de la sécurité sociale

Une orientation de gauche absente

Très loin des besoins de la population et des professionnels

Depuis les ordonnances Juppé de 1996, le parlement vote, tous les ans, le financement de la Sécurité sociale. Le projet pour 2014, préparé totalement par le gouvernement actuel, aurait dû être marqué par une orientation de gauche en rupture avec les budgets de droite des années passées. Nous en sommes loin.

Le texte mis au débat des parlementaires se situe dans la droite ligne des budgets précédents.

Au-delà, il préfigure la marche vers un nouveau modèle social- libéral contre notre Sécurité sociale. Il s'inscrit dans la fuite en avant dans la logique d'austérité avec des coupes budgétaires dans toutes les branches. Avec l'ensemble de la gauche nous avons acté l'engagement de la suppression des franchises et des forfaits. Rien n'est engagé dans ce sens ! Avec ce budget, de plus en plus de nos concitoyen-nes renonceront à se faire soigner, l'Hôpital public serait condamné à se saigner, l'industrie pharmaceutique à désertier la recherche et l'emploi tout en engrangeant de super dividendes, les complémentaires santé à prendre progressivement la place de la Sécu,... puisque la moitié des efforts d'économies, soit 2,9 milliards d'euros sont portés par l'Assurance

maladie, un record historique ! Certes il y a les discours comme celui des parcours de soins. Mais il y a une certaine hypocrisie à annoncer des économies sur la santé en créant des parcours de soins, alors que les professionnels et les usagers savent bien que ce qui manque pour les parcours de soins, c'est avant tout du temps pour communiquer entre eux, des secrétaires dans les hôpitaux, des personnels pour répondre aux besoins des patient-e-s, ..., bref des moyens financiers et humains. **Le gouvernement socialiste est en fait uniquement obnubilé par la réduction des déficits à partir de la réduction des dépenses**, sans s'attaquer à une véritable réforme du financement et de recherche de nouvelles recettes. **Il refuse de s'attaquer à la finance.**

La France est malade des économies successives sur la protection sociale.

Et ce budget donne un nouveau tour de vis sans précédent ! En 2013, il y aura eu 2,4 milliards d'économies faites sur la santé. Les annonces pour 2014 sont pires encore : 4 milliards de

réductions de dépenses de Sécurité sociale, autant de non réponses aux besoins de santé de la population

► **Pour l'Assurance maladie**, la cure est drastique. Alors que ces dépenses ont augmenté en moyenne de 4,2% par an de 2002 à 2011, le projet décide de les contraindre à une augmentation de 2,4%.

► **Pour l'Hôpital**, c'est 400 millions d'euros ponctionnés sur leur budget, alors que les Urgences sont saturées à 200%, que l'on annonce tous les jours des fermetures de services comme d'hôpitaux !

► **Pour les retraité-e-s**, la suppression de dix mois de revalorisation des pensions générera 800 millions d'€ sur le dos des retraité-e-s.

Le PLFSS pour 2014 met en route la contre-réforme régressive des retraites.

► **Pour la politique familiale**, ce sont 200 millions d'€ qui seront retirés aux familles... alors que les employeurs verront une fois de plus leur cotisation allégées (0,15 points sur 5,4 points). Et ce n'est qu'un début puisque le pouvoir organise la marche vers une mise en cause des principes de la politique familiale française et la suppression des cotisations employeurs ainsi que le transfert du financement sur les impôts des seuls ménages avec l'objectif de réduction du coût du travail en invoquant la compétitivité des entreprises.



Une telle politique ne peut qu'aggraver le trou budgétaire des familles sans qu'elle améliore celui de la Sécu, dépendant du vieillissement de la population, des évolutions technologiques, de l'importance grandissante des maladies chroniques. **C'est en fait un projet qui répond aux injonctions de la Commission européenne de réduire les dépenses remboursées comme**

en Grèce, au Portugal ou en Espagne avec les conséquences que l'on connaît sur les populations et les professionnels.

**Signez l'appel unitaire
pour la sécurité sociale**
<http://sante.pcf.fr/4051>

Au contraire, le Parti communiste français et le Front de gauche portent un vrai projet alternatif de financement de la sécurité sociale.

► 100 000 chômeurs en moins, cela représente 1,9 milliard d'euros de recettes nouvelles, d'où l'urgence de la construction d'un nouveau système visant à sécuriser et à développer l'emploi et la formation.

► 1 % de masse salariale en plus, cela représente 2,5 milliards d'euros de recettes nouvelles pour la Sécurité sociale. D'où l'urgence des luttes pour relever les salaires

► 1 point de croissance du PIB représente 2,5 milliards de ressources supplémentaires pour la Sécurité sociale.

► L'égalité salariale entre les femmes et les hommes apporterait un solde positif de 5 milliards d'euros dès 2015 et de près de 10 milliards d'euros en 2020 pour la branche retraites.

► Nous proposons un accroissement des cotisations employeurs et une modulation du taux de cotisation patronale visant l'accroissement du rapport entre les salaires et la valeur ajoutée qui serait source de nouvelles

entrées de cotisations sociales. A la cotisation de base applicable pour toutes les entreprises en fonction des salaires versés, serait appliquée une sur-cotisation pour les entreprises qui favoriseraient les licenciements, réduiraient la part des salaires. Nous voulons nous attaquer au coût du capital et non au coût du travail. En effet les revenus financiers des entreprises et des banques prolifèrent au détriment de l'emploi, de l'augmentation des salaires, de la formation continue, de la protection sociale.

Avec plus de 300 milliards d'euros, ils atteignent plus du double des dites « charges patronales » : 145 milliards d'euros.

► Sur une base de revenus financiers de 319 milliards d'euros en 2012, on pourrait dégager, en les soumettant aux taux actuels de la cotisation patronale près de 90 milliards pour la sécurité sociale.

► Nous sommes clairement pour une sécurité sociale qui rembourse à 100% les soins prescrits dans le cadre d'un contrôle démocratique par les ayants-droits à la santé directement.



Il faut redonner son sens à cette belle réalisation de la sécurité sociale solidaire inventée par le ministre communiste du travail Ambroise Croizat !

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :